

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS - BTE-

Siège social : 5 bis, rue Mohamed Badra Tunis

La Banque de Tunisie et des Émirats - BTE- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 24 avril 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, M. Hichem CHEKIR et Mme Nour El Houda HENANE.

Bilan consolidé Arrêté au 31 Décembre 2018

(Unité : en milliers de dinars)

	ACTIFS	Notes	31/12/2018	31/12/2017
AC1	Caisse & avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	1	55 998	19 486
AC2	Créances sur les établissements bancaires & financiers	2	188 922	153 890
AC3	Créances sur la clientèle	3	735 619	724 486
AC4	Portefeuille titres commercial*	4	99 780	107 931
AC5	Portefeuille investissement*	5	83 614	64 040
AC6	Valeurs immobilisées	6	17 167	16 932
AC7	Autres actifs	7	24 032	14 817
	TOTAL ACTIFS		1 205 132	1 101 582
PA2	Dépôt & avoirs des établissements bancaires & financiers	8	255 934	232 437
PA3	Dépôt & avoirs de la clientèle	9	638 213	522 989
PA4	Emprunts & ressources spéciales	10	89 403	115 845
PA5	Autres passifs	11	21 917	21 205
	TOTAL PASSIFS		1 005 467	892 476
CP1	Capital	12	90 000	90 000
CP2	Réserves	13	54 163	54 976
CP3	Actions propres		-840	-840
CP5	Résultats reportés	14	(6 573)	(7 355)
CP6	Résultat de l'exercice	15	906	649
	Capitaux propres part du groupe		137 656	137 430
	Capitaux propres part des minoritaires	16	62 009	71 676
	CAPITAUX PROPRES		199 664	209 106
	TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 205 132	1 101 582

*Données retraitées pour les besoins de la comparabilité

État des engagements hors bilan consolidé
Arrêté au 31/12/2018

(Unité : en milliers de dinars)

		Notes	31/12/2018	31/12/2017
	PASSIFS ÉVENTUELS			
HB1	Cautions, avals et autres garanties données		86 785	77 971
HB2	Crédits documentaires		13 522	26 536
	TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS		100 307	104 507
	ENGAGEMENTS DONNES			
HB4	Engagements de financement donnés		70 882	59 516
HB5	Engagements sur titres		58 075	20 550
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		128 957	80 066
	ENGAGEMENTS REÇUS			
HB6	Engagements de financement reçus		-	-
HB7	Garanties reçues		661 656	638 963
	TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS		661 656	638 963

État de résultat consolidé
Exercice Clos le 31 décembre 2018

(Unité : en milliers de dinars)

		Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRES		108 290	83 538
PR1	Intérêts et revenus assimilés	17	67 685	54 264
PR2	Commissions	18	18 045	15 312
	Gains sur opérations de change		13 366	3 489
PR3	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières*	19	5 473	5 939
PR4	Revenus du portefeuille d'investissement*	20	3 721	4 534
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES		52 643	35 153
CH1	Intérêts encourus et charges assimilées	21	51 229	34 717
CH2	Commissions encourues		1 604	187
CH3	Pertes sur portefeuille-titre commerce et opérations financières		(191)	249
	PRODUIT NET BANCAIRE		55645	48 385
PR5/CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan & passif		(12 754)	(9 314)
PR6/CH5	Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		(1 439)	(859)
PR7	Autres produits d'exploitation		378	123
CH6	Frais de personnel	22	(24 791)	(22 780)
CH7	Charges générales d'exploitation	23	(11 439)	(8 838)
CH8	Dotations aux amortissements sur immobilisations	24	(2 354)	(2 632)
	RESULTAT D'EXPLOITATION		3 248	4 085
PR8/CH9	Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		1 267	1 352
CH11	Impôts sur les sociétés		(49)	(1 413)
	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		4 467	4 024
PR9/CH10	Éléments extraordinaires		-	(406)
	RESULTAT NET		4 467	3 618
	Part des minoritaires		3 561	2 969
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE		906	649

*Données retraitées pour les besoins de la comparabilité

État de flux de trésorerie consolidé Exercice Clos le 31 décembre 2018

(Unité : en milliers de dinars)

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	Notes	Exercice 2018	Exercice 2017
Produits d'exploitation bancaires encaissés		107 665	82 354
Charges d'exploitation bancaires décaissées		(56 847)	(31 166)
Prêts et avances/remboursement prêts & avances accordés à la clientèle		95 584	(19 177)
Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle		(68 370)	(47 117)
Sommes versées aux Personnel et C. Divers		9 448	(30 314)
Autres flux d'exploitation		(1 789)	(828)
Impôts sur les sociétés		(128)	(880)
Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités d'exploitation		85 553	(47 128)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		255	(84)
Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement		(3 420)	(12 867)
Acquisitions/cessions sur immobilisations		(6 159)	(4 653)
Flux de trésorerie net affecté/ provenant des activités d'investissement		(9 324)	(17 604)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission D'actions (*)		(10 334)	9 687
Émission D'emprunts sur le marché public		(7 028)	10 805
Remboursement d'emprunts sur le marché monétaire		(1 708)	(20 918)
Placements		(17 283)	(2 685)
Augmentation/diminution ressources spéciales		(375)	(15 944)
Dividendes versés / Encaissés		-	-
Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités de financement		(36 729)	(19 055)
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		39 521	(83 787)
Liquidités et équivalents en début de période		(87 212)	(3 425)
Liquidités et équivalents en fin de période	25	(47 711)	(87 212)

(*) : Données 2017 retraitées pour les besoins de comparabilité

Notes aux états financiers annuels au 31 Décembre 2018

(Les chiffres sont exprimés en KDT : milliers de Dinars)

I - RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe BTE sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictées notamment par :

- la norme comptable générale n 01 ;
- les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- les normes comptables de consolidation (NCT 35 à 37) ;
- la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ; et
- les règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 et n° 2001-12 telle que modifiée par les textes subséquents.

1. DATE DE CLÔTURE

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation arrêtés au 31 décembre 2018.

2. BASES DE MESURE

Les états financiers du Groupe BTE sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

3. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe BTE comprend :

- La société mère : BTE
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce un contrôle exclusif ; et
- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce une influence notable.

Les méthodes utilisées pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre sont les suivantes :

- **L'intégration globale**

Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

- **La mise en équivalence**

Selon cette méthode, la participation est initialement enregistrée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de la société consolidée.

Cette méthode est appliquée aux sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Conformément au paragraphe 28 de la norme NCT 35, les filiales qui ne sont pas des entreprises du secteur financier sont consolidées à compter de l'exercice 2005 par la méthode de l'intégration globale.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et les méthodes de consolidation utilisées pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe BTE :

Sociétés	Secteur	Pourcentage de contrôle	Qualification	Méthode de consolidation	Pourcentage d'intérêt
Banque de Tunisie et des Émirats	Financier	100%	Mère	Intégration globale	100%
T.E.P(C.T.E.I)	Financier	100%	Filiale	Intégration globale	100%
Rapid Recouvrement	Financier	99,73%	Filiale	Intégration globale	99,73%
BTE – SICAR	Financier	100%	Filiale	Intégration globale	100%
TunisoÉmiratie Sicav (TES)	Financier	10,87%	Filiale	Intégration globale	10,87%

- **Nature de la relation entre la société mère BTE et la SICAV TES**

La Tuniso-émiratie sicav est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 29 janvier 2007 à l'initiative de la « banque de Tunisie et des émirats » la « banque de Tunisie et des émirats » assure les fonctions de distributeur et de dépositaire de fonds et de titres.

Le conseil d'administration de la SICAV est majoritairement constitué par les représentants du groupe BTE , la gestion de la SICAV est donc assurée sous le contrôle exclusif du groupe.

- **Forme juridique et objet des filiales :**

Filiale	Forme Juridique	Objet Social
BTE	SA	Banque
RR	SA	Recouvrement des créances bancaires
SICAR	SA	Participation ou investissement dans les fonds propres des entreprises
TES	SA	la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe

4. PRINCIPES COMPTABLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

5.1- COMPTABILISATION DES PRÊTS ET REVENUS Y AFFÉRENTS

Les engagements de financement sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages de fonds pour la valeur nominale.

Les commissions d'aval sont prises en compte en résultat dans la mesure où elles sont encourues sur la durée de l'engagement.

Les revenus des prêts à intérêts précomptés, contractés par le Groupe sont pris en compte, à l'échéance convenue, dans un compte de créance rattachée de régularisation et sont portés en résultat au prorata temporis à chaque arrêté comptable.

Les revenus des prêts à intérêts post comptés sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts impayés ou réservés ayant fait l'objet d'arrangement, de rééchelonnement ou de consolidation quelque soit la classification des engagements auxquels ils sont rattachés. Seule la partie effectivement encaissée est incorporée au résultat de l'exercice, au sens de la circulaire BCT N° 91-24. Les intérêts courus ou échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les actifs incertains (classe 2), les actifs préoccupants (classe 3) ou parmi les actifs compromis (classe 4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits en actif soustractif sous le poste « Agios réservés ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

5.2-COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS DE LEASING

Les biens donnés en leasing sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition hors TVA. Ils sont assimilés à des prêts à la clientèle selon l'approche économique et non patrimoniale et sont de ce fait portés au niveau du poste « créances sur la clientèle».

Les loyers facturés sont répartis entre la fraction du capital et la fraction des intérêts.

La valeur résiduelle des biens donnés en leasing est enregistrée en hors bilan sous la rubrique des engagements donnés.

Les sociétés qui bénéficient d'un financement sous forme de leasing constatent l'actif acquis en immobilisations et procèdent à son amortissement sur sa durée de vie estimée. En contrepartie, elles constatent un passif. Les redevances sont ventilées en remboursement du principal et charges financières.

Les financements de leasing intragroupe sont retraités afin que les prêts et emprunts, les charges et produits réciproques enregistrés au niveau des états financiers individuels soient annulés. Ainsi, uniquement le bien acquis dans le cadre du financement leasing figurera au niveau du bilan consolidé du groupe et fera l'objet d'un amortissement sur la base du taux retenu au niveau du groupe.

5.3-COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE TITRES ET REVENUS Y AFFÉRENTS

Le portefeuille titres détenu par le Groupe comporte :

- le portefeuille titres commercial ;
- et les titres de participation.

Les titres mis en équivalence sont en outre identifiés à l'actif du bilan consolidé sous une rubrique distincte.

• Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial détenu par le Groupe est classé en deux catégories :

- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : Les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

• Titres de participation

Sont classés parmi les titres de participation :

- Les titres dont la possession durable est estimée stratégique à l'activité du Groupe ;
- Les titres représentant des participations-financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagement hors bilan pour leur valeur d'émission et transférées au bilan à la date de libération.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, frais et charges exclus. La cession des titres de participation est constatée à la date de transfert de propriété des titres.

Les dividendes sur les titres obtenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les plus-values sur les titres rétrocédés sont prises en compte en résultat du moment qu'elles sont courues et dans la mesure où une assurance raisonnable quant à leur encaissement existe.

• **Les titres mis en équivalence**

Les variations de la quote-part du Groupe dans la situation nette des sociétés mises en équivalence sont portées à l'actif au bilan consolidé sous la rubrique « Titres mis en équivalence » et parmi les capitaux propres consolidés sous la rubrique « résultat consolidé ». Ces variations constituent un élément du résultat d'exploitation du Groupe et figurent au niveau de l'état de résultat consolidé sous la rubrique : « Quote-part dans les résultats des titres mis en équivalence ».

Dans le cas où la quote-part du Groupe dans les résultats déficitaires de sociétés mises en équivalence est égale ou supérieure à la valeur comptable des titres, le Groupe cesse habituellement de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. Les titres mis en équivalence sont alors présentés pour une valeur nulle.

5.4-COMPTABILISATION DES RESSOURCES ET CHARGES Y AFFÉRENTES

Les engagements de financement reçus sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts et les commissions de couverture de change sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

5.5-EVALUATION DES RISQUES ET COUVERTURE DES ENGAGEMENTS

5.5.1-Provision pour risque sur prêts

La provision pour risque sur prêts est déterminée conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24 qui prévoit les classes de risques suivantes :

- Classe 0 : Actifs courants ;
- Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier ;
- Classe 2 : Actifs incertains ;
- Classe 3 : Actifs préoccupants ;
- Classe 4 : Actifs compromis.

Le taux de provisionnement retenu correspond au taux minimal par classe de risque appliqué au risque couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués sont les suivants :

- Actifs incertains (classe 2) : 20 %
- Actifs préoccupants (classe 3) : 50 %
- Actifs compromis (classe 4) : 100 %

5.5.2-Provision sur participations

L'évaluation des titres de participation à la date d'arrêté est faite par référence à la valeur d'usage et donne lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Pour les titres non cotés, l'évaluation est faite par référence à la valeur mathématique corrigée (en tenant compte de la valeur actualisée du patrimoine de la société émettrice) à la date la plus récente. Les dépréciations éventuelles dégagées et revêtant un caractère durable sont couvertes par des provisions.

Ces mêmes règles d'évaluation sont appliquées aux titres cédés par la BTE à la T.E.P.

5.6-OPÉRATIONS EN DEVISES

Les opérations effectuées en devises sont enregistrées en comptabilité de façon distincte par la tenue d'une comptabilité autonome dans chacune des devises utilisées. Cette comptabilité tenue selon le système dit en partie double permet la détermination périodique de la position de change.

Les charges et produits libellés en devises influent sur la position de change. Ils sont comptabilisés dans la comptabilité ouverte au titre de chaque devise concernée dès que les conditions de leur prise en compte sont réunies, puis convertis dans la comptabilité en dinars tunisiens.

5.7-IMMOBILISATIONS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Immeuble d'exploitation	: 2,5%
- Mobilier de bureaux	: 20 %
- Matériel de bureaux	: 10 %
- Matériel de transport	: 20 %
- Agencements aménagements et installations	: 10 %
- Matériel informatique	: 15 %
- Logiciel	: 33 %

Les charges reportées sont inscrites parmi les autres actifs dans la mesure où elles ont un impact bénéfique sur les exercices ultérieurs. Elles sont résorbées sur une durée de 3 ans.

5. MÉTHODES SPÉCIFIQUES À LA CONSOLIDATION

6.1- TRAITEMENT DES ÉCARTS DE PREMIÈRE CONSOLIDATION

Les écarts de première consolidation correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée à la date de l'acquisition. Cet écart est ventilé entre l'écart d'évaluation et le Goodwill comme suit :

- **L'écart d'évaluation**

L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.

- **Le Goodwill**

Le Goodwill correspond à la différence entre l'écart de première consolidation et les écarts d'évaluation identifiés. Le Goodwill est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Il est amorti sur sa durée d'utilité estimée. Cette durée ne peut en aucun cas excéder 20 ans.

6.2- SOLDES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale.

6.3-TRAITEMENT DE L'IMPÔT

Les états financiers consolidés sont établis selon la méthode de l'impôt différé. Selon cette méthode on prend en compte les impacts fiscaux futurs, certains ou probables, actifs ou passifs, des événements et transactions passées ou en cours.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

6. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUÉS DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

7.1- Homogénéisation des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe. Il en a été ainsi :

- des méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles ;
- de la comptabilisation des biens reçus et donnés en leasing en adoptant la seule approche économique ;
- de la non prise en compte des réserves spéciales de réévaluation.

7.2- Élimination des soldes et transactions intra-groupe

Les opérations et transactions internes sont éliminées pour neutraliser leurs effets. Ces éliminations opérées ont principalement porté sur :

- des comptes courants entre sociétés du groupe,
- des commissions entre sociétés du groupe,
- des provisions constituées sur les titres des sociétés du groupe,
- des dividendes servis par les sociétés consolidées au profit de la BTE,
- des cessions de créances par la BTE à la société Rapid Recouvrement,
- des cessions de titres par la BTE à la T E P,
- les dotations en fonds gérés opérés par la BTE et Rapid Recouvrement avec la BTE-SICAR.

Notes explicatives

NOTE 1 :CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT

Ce poste présente au 31/12/2018 un solde de 55 998KDT contre 19 486KDT au 31/12/2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Caisse	8 068	5 584
Banque Centrale de Tunisie en dinars	47 930	13 902
Total	55 998	19 486

NOTE 2 :CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Ce poste présente au 31/12/2018 un solde de 188 922 KDT contre 153 890 KDT au 31/12/2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Créances sur les établissements bancaires	43 425	123 369
Créances sur les établissements financiers	145 497	30 521
Total	188 922	153 890

NOTE 3 : CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Au 31/12/2018, les créances sur la clientèle présentent un solde net des provisions de 735 619KDT contre 724 486KDT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Comptes débiteurs	102 906	39 206
Autres concours à la clientèle	616 699	682 113
Crédits sur ressources spéciales	16 014	3 167
Total	735 619	724 486

NOTE 4 : PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL

Le portefeuille titres commercial présente un solde de 99 780 KDT fin 2018 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Titres de placement	99 780	107 931*
Total	99 780	107 931

(*) Retraitement par respect au principe de la comparabilité suite au reclassement au titre d'investissement d'une partie du portefeuille BTA.

NOTE 5: PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT

Le portefeuille des titres d'investissement présente un solde net de 83 614 KDT au 31/12/2018 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Titres de participation	83 614	64 040*
TOTAL	83 614	64 040

(*) Retraitement par respect au principe de la comparabilité suite au reclassement au titre d'investissement d'une partie du portefeuille BTA.

NOTE 6 : VALEURS IMMOBILISÉES

Les valeurs immobilisées présentent au 31/12/2018 un solde net de KDT et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	451	445
Immobilisations corporelles	16 716	16 487
Total	17 167	16 932

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS

Ce poste présente au 31/12/2018 un solde de 24 032 KDT contre 14 817KDT au 31/12/2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Compte d'attente et de régularisation	21 082	11 476
Autres	2 950	3 341
Total	24 032	14 817

NOTE 8 : DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers du groupe BTE en 2017 et 2018 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	255 934	230 067
Créances rattachées	-	2 370
Total	255934	232 437

NOTE 9: DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts et avoirs de la clientèle du groupe en 2017 et 2018 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Dépôts à vue	363 372	323 743
Autres dépôts et avoirs	274 841	199 246
Total	638 213	522 989

NOTE 10 : EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES

Les emprunts et ressources spéciales du groupe BTE entre 2017 et 2018 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts ressources spéciales	1 804	2 241
Autres emprunts	87 599	113 604

Total	89 403	115 845
--------------	---------------	----------------

NOTE 11 : AUTRES PASSIFS

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Provisions pour passifs et charges	1 643	2 510
Comptes attente et de régularisation	7 869	8 624
Autres	12 404	10 071
Total	21 917	21 205

NOTE 12 : CAPITAL

Au 31/12/2018, le capital du groupe BTE présente un solde de 90 000 KDT :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Capital	90 000	90 000
Total	90 000	90 000

NOTE 13 : RÉSERVES

Les réserves du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Réserves consolidées	54 163	54 976
Total	54 163	54 976

NOTE 14 : RÉSULTATS REPORTEES

Les résultats reportés du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
BTE	(6 573)	(7 355)
Total	(6 573)	(7 355)

NOTE 15 : RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts majoritaires	906	649
Total	906	649

NOTE 16 : CAPITAUX PROPRES-INTÉRÊTS DES MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Réserves minoritaires	58 447	68 707

Résultats minoritaires	3 561	2 969
Total	62 009	71 676

NOTE 17: INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILES

Les intérêts et revenus assimilés du groupe se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Opérations avec les établissements bancaires	1 839	1 208
Opérations avec la clientèle	65 672	52 872
Autres revenus	174	184
Total	67 685	54 264

NOTE 18 : COMMISSIONS (EN PRODUITS)

Les commissions constatées en produit du groupe se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Commissions sur opérations bancaires	18 045	15 312
Total	18 045	15 312

NOTE 19 : GAINS SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET OPERATIONS FINANCIERES

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Gains nets sur titres de transaction	4 701	5 415
Gains nets sur titres de placements (*)	772	524
Total	5 473	5 939

(*) Retraitement par respect au principe de la comparabilité suite au reclassement au titre d'investissement d'une partie du portefeuille BTA.

NOTE 20 : REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

Les revenus du portefeuille d'investissement en 2018 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation*	1 542	4 215
Dividendes et revenus assimilés sur entreprises liées	2 179	319
Total	3 721	4 534

(*) Retraitement par respect au principe de la comparabilité suite au reclassement au titre d'investissement d'une partie du portefeuille BTA.

NOTE 21: INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILES

Les intérêts encourus et charges assimilés du groupe BTE se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Opérations avec les établissements bancaires	15 191	6 997
Opérations avec la clientèle	29 042	19 480
Emprunts et ressources spéciales	6 760	8 016
Autres intérêts et charges	236	224
Total	51 229	34 717

NOTE 22 : FRAIS DE PERSONNEL

Les charges du personnel du groupe BTE en 2018 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements	20 530	18 898
Charges sociales	4 261	3 882
Total	24 791	22 780

NOTE 23 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation du groupe BTE en 2018 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Frais d'exploitation non bancaires	2 758	2 674
Autres charges générales d'exploitation	8 681	6 164
Total	11 439	8 838

NOTE 24: DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations du groupe BTE en 2017 et 2018 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements	2 354	2 632
Total	2 354	2 632

NOTE 25 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2018 un solde de mille dinars contre - 87 212 mille dinars au 31 décembre 2017 :

Libelles	31/12/2018	31/12/2017
Caisse agences dinars	5 374	4 281
Caisse agences devises	2 694	1 303
Banque Centrale de Tunisie en dinars	22 372	684
Banque Centrale de Tunisie en devises	25 557	13 218
Prêts Interbancaires	106 932	123 369
Autres emprunts	(210 640)	(230 067)
Total	(47 711)	(87 212)

Notes complémentaires

1. Résultat par action du groupe

Libelles	31/12/2018	31/12/2017
Résultat net (en KDT)	906	649
Parts attribuables aux ADP (en KDT)	-	-
Résultat net attribuable aux actions ordinaires (en DT)	906	649
Nombre moyen d'actions ordinaires (incluant les ADP)	3 500	3 500
Résultat par action (en DT)	0.259	0,185

2. Mouvements capitaux propres :

	Capital social	Actions propres	Réserves Consolidées	Résultats reportés	Résultat net de l'exercice	TOTAL
Soldes au 31/12/2017	90 000	(840)	54 976	(7 355)	649	137 430
Variation des réserves consolidées	-	-	(814)	782	-	(814)
Affectation du Résultats de l'exercice n-1	-	-	-	-	(649)	133
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	-	906	906
Soldes au 31/12/2018	90 000	(840)	54 162	(6573)	906	137 655

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

*Mesdames, Messieurs les Actionnaires
de La Banque de Tunisie et des Emirats-BTE*

I- Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

1- Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier lors de votre assemblée générale ordinaire du 25 avril 2018, nous avons effectué l'audit des états financiers **Groupe de la Banque de Tunisie et des Emirats « BTE »** (le « Groupe ») qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2018, l'état des engagements hors bilan consolidé, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font ressortir des capitaux propres consolidés positifs de **137 656 KDT**, y compris la part du Groupe dans le résultat bénéficiaire net de l'exercice s'élevant à **906 KDT**.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du **Groupe de la Banque de Tunisie et des Emirats** au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément au système comptable des entreprises

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3- Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3-1-Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2018, les intérêts et revenus assimilés et les commissions, portés au niveau du résultat, totalisent respectivement 67 685 KDT et 18 045 KDT, soit 79% du total des produits d'exploitation bancaire enregistrés au titre de l'exercice 2018.

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions sont décrites au niveau de la note aux états financiers 5.1 « *comptabilisation des prêts et revenus y afférents* ».

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information de la banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits constitue un point clé d'audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

Procédures d'audit mises en oeuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par la banque en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3-2-Classification des créances et estimation des provisions

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2018, les créances nettes envers les clients s'élèvent à 735 619 KDT.

Comme indiqué dans la note aux états financiers 5.1 « *comptabilisation des prêts et revenus y afférents* », la banque procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes soient remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en oeuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi poursuivi la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;

- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

4- Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur le point suivant :

La BTE a reçu, en date du 13 février 2019, un avis de contrôle de sa situation sociale pour la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018. Étant donné que les travaux de contrôle ne sont pas encore clôturés jusqu'à la date de rédaction de ce présent rapport, l'impact de ce redressement social sur les états financiers consolidés de la BTE arrêtés au 31 décembre 2018 ne peut être estimé d'une manière précise.

5- Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6- Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité

d'exploitation, sauf si le conseil d'administration et la direction ont l'intention de cesser l'activité du Groupe ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

7- Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe. À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, et en se basant sur les rapports des commissaires aux comptes des sociétés du Groupe, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne du Groupe, susceptibles d'impacter la fiabilité de ses états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2018.

Tunis, le 22/03/2019

Les Co-commissaires aux comptes

Cabinet Nour El Houda HENANE
C.N.H
Nour El Houda HENANE

Cabinet Hichem CHEKIR
C.H.H
Hichem CHEKIR